

L'hon. M. Fleming: Que de fadaïses!

L'hon. M. Pearson: Le ministre des Finances n'aime pas ça. Il aura l'occasion de prendre part au débat et de contester le bien-fondé de mes conclusions, et j'ajouterai que les conclusions que je consigne proviennent de spécialistes en matière économique et financière, de gens qui sont dégagés des préoccupations électorales. M. Burns a déclaré également,—et ceci confirme la sagesse de la méthode préconisée par notre parti,—dans un article qu'il a publié dans le *Reporter*, également reproduit dans son livre intitulé *Prosperity Without Inflation*, que mon honorable collègue devrait lire, s'il ne l'a pas déjà fait:

Au début d'une récession on devrait s'attacher tout d'abord à faciliter l'obtention du crédit, ensuite à réduire les impôts des particuliers et des entreprises commerciales, et un peu plus tard, à échelonner à nouveau les dépenses fédérales dans les limites établies en vertu de considérations à longue échéance, et enfin, et en dernier ressort seulement, on devrait avoir recours à de vastes programmes de travaux publics.

Commentant cet article, il ajoutait:

Il peut être utile de faire observer qu'une réduction d'impôt écarterait certaines des difficultés qui accompagnent souvent un programme de dépenses publiques. Les deux, il va sans dire, entraînent un déficit, mais la façon dont le déficit se produit peut faire toute la différence au monde pour notre économie. Au cours d'une récession économique, des allègements fiscaux très étendus auraient probablement de prompts effets sur les dépenses privées, tandis que les effets des dépenses publiques pourraient ne se faire sentir qu'une fois la régression terminée.

Le président de la Banque Royale, dont j'ai déjà cité le témoignage, partage cet avis et, par voie de conclusion, condamne, comme nous le faisons nous-mêmes, l'attitude du gouvernement à l'égard de la récession et de l'inflation. Voici en quels termes il le fait dans son exposé de janvier:

L'an dernier, comme lors des années de régression précédentes et tandis que l'économie était encore à la baisse, j'ai demandé avec instance des allègements fiscaux de la part du gouvernement et des réductions de prix de la part des entreprises commerciales. Au lieu d'allègements fiscaux, qui, l'an dernier, auraient favorisé l'activité commerciale tout en diminuant la pression exercée sur les prix, il y a eu accroissement des dépenses de l'État. Au lieu d'un déficit immédiat l'an dernier, où le cycle était à son point le plus bas, nous envisageons aujourd'hui un déficit différé qui arrive au moment de la reprise actuelle et l'apparition d'une nouvelle poussée inflationniste.

Monsieur l'Orateur, n'est-ce pas là la réponse à ceux qui affirment qu'il n'y a pas de différence entre la façon dont nous aurions attaqué ce problème il y a un an et demi et la façon dont le gouvernement s'y est pris. Voilà les principes dont nous nous serions inspirés, et à mon sens, ils auraient eu de bien meilleurs résultats, en l'occurrence, que

[L'hon. M. Pearson.]

tout ce que le gouvernement a tenté. Une politique anti-récession fondée sur une réduction d'impôt dans les débuts peut être adaptée rapidement à la situation et modifiée au besoin, et ainsi ne produire à la longue que très peu d'inflation, une fois la régression terminée. Cela permet au gouvernement d'équilibrer son budget ou d'avoir un excédent dès que les conditions s'améliorent. Cela entretient la confiance et réduit le danger d'inflation.

Qu'est-ce que le présent gouvernement a fait? A-t-il adopté une attitude, des principes ou des programmes cohérents pour faire face à la situation? Je crois que non, monsieur l'Orateur.

Ayant finalement reconnu, ou plutôt certains d'entre eux ayant finalement reconnu la gravité et la dualité du problème économique, ils ont essayé de le résoudre d'une façon confuse, non suivie, instable et sans suite par des programmes peu sages, du point de vue économique, mais qui se révéleraient populaires, espéraient-ils, du point de vue politique. Ceci a eu pour résultat, non de mettre fin à un chômage anormal, loin de là, mais de placer une bombe à retardement, celle de l'inflation, au sein de notre économie nationale au moment même où ils admettent, du moins certains d'entre eux, que le danger d'inflation augmente. Dans la mesure où ils ont maintenu consciemment une politique anti-inflationniste, celle-ci s'est fondée sur des dépenses permanentes à long terme plutôt que sur une diminution des impôts, étudiée et coordonnée au début de la récession, qui à mesure que celle-ci s'estompait aurait pu être modifiée ou rendue rétroactive sans changer les taux d'impôts courants.

Voilà qui aurait été une politique économique et financière saine et pleine de bon sens. Cependant, le gouvernement a préféré envisager la situation du point de vue politique en procédant, sans les coordonner, à des dépenses publiques qui, une fois additionnées, ont atteint un montant beaucoup plus élevé qu'aucun spécialiste n'aurait trouvé prudent, y compris, je crois, même bon nombre de spécialistes des services du ministre. Cette ligne de conduite ne peut plus être modifiée une fois que l'inflation remplace la régression économique et devient le principal danger. Il n'est pas étonnant que le gouvernement soit divisé et hésitant. Il se demande quelle ligne de conduite il doit suivre, en exhortant, entre temps, tout le monde à "empêcher les prix de monter". Je citerai ce que M. Bruce Hutchison a signalé dans le dernier numéro de la revue *Maclean's*:

Il est vain pour le gouvernement d'exhorter la nation à suivre des lignes de conduite sûres, il est